

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
21 janvier 2019
Français
Original : anglais

Sixième Commission**Compte rendu analytique de la 12^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 11 octobre 2018, à 10 heures

Président : M. Luna (Vice-Président) (Brésil)
puis : M^{me} Kremžar (Vice-Présidente) (Slovénie)
puis : M. Luna (Vice-Président) (Brésil)

Sommaire

Point 87 de l'ordre du jour : Portée et application du principe de compétence universelle (*suite*)

Point 147 de l'ordre du jour : Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-16957X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Biang (Gabon), M. Luna (Brésil), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 87 de l'ordre du jour : Portée et application du principe de compétence universelle (suite) (A/73/123 et A/73/123/Add.1)

1. **M. Irimia Arosemena** (Panama) déclare que sa délégation se félicite des discussions en cours consacrées à la compétence universelle, dont l'exercice peut faciliter l'accès à la justice de celles et ceux qui sont victimes de crimes mettant en péril la paix et la sécurité internationales. Toutefois, afin d'éviter qu'il en soit fait un usage abusif, il importe de s'entendre sur une définition précise de la notion de compétence universelle. Il convient plus particulièrement de clarifier la différence entre compétence universelle et compétence extraterritoriale. Il faut également continuer à recueillir des données concernant l'existence, ou l'absence, de normes appelant à invoquer la compétence universelle à l'encontre des auteurs des crimes internationaux les plus graves, et déterminer si ces normes prennent leur source dans le droit coutumier ou dans les traités. En outre, la question de la compétence universelle ne peut être examinée en faisant abstraction des aspects pertinents du droit pénal international. Une interprétation correcte de la portée et des limites des droits et obligations des États devrait faciliter la bonne application du principe de compétence universelle, sans porter atteinte aux droits des autres États ou des accusés.

2. Les discussions relatives à l'application et à la portée de la compétence universelle doivent être abordées d'un point de vue technique et ne pas être influencées par des considérations politiques. C'est pour cette raison, à laquelle s'ajoute le fait que la communauté internationale n'a guère accompli de progrès en la matière, que cette question doit, de l'avis de la délégation de l'intervenant, continuer à figurer dans le programme de travail à long terme de la Commission du droit international. Celle-ci peut, en tant qu'organe technique, contribuer à faire avancer les travaux menés à ce sujet par la Sixième Commission, qui sont d'une importance cruciale pour la lutte contre l'impunité.

3. **M^{me} Weiss** (Israël) indique que sa délégation estime prématurée et contre-productive la décision de la Commission du droit international d'inscrire la question de la compétence pénale universelle dans son programme de travail à long terme. Il faudrait, à ses yeux, continuer à traiter du problème de la compétence universelle dans le cadre de la Sixième Commission, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, s'il est sans nul

doute important de veiller à ce que les auteurs des crimes internationaux les plus graves soient traduits en justice, la compétence universelle est trop souvent utilisée à des fins essentiellement politiques ou pour attirer l'attention des médias, plutôt que pour mettre en avant la primauté du droit. Il serait donc préférable que les États poursuivent les discussions sur la question au sein de la Sixième Commission, qui privilégie avant tout la recherche d'un consensus.

4. En outre, identifier la pratique des États en matière de compétence universelle pose d'énormes difficultés, car les données juridiques y relatives – y compris celles concernant la nature des plaintes déposées, l'identité des États ayant accueilli ces plaintes et le traitement qui leur a été réservé – restent, dans leur grande majorité, confidentielles. Le fait de s'appuyer sur des documents accessibles au public, qui sont les seuls dont dispose la Commission du droit international, risque fort de donner une image déformée de la pratique des États qui ne saurait servir de base à une analyse juridique digne de ce nom.

5. De plus, les travaux de la Commission portant sur les sujets étroitement liés que sont les crimes contre l'humanité, les normes impératives de droit international général (*jus cogens*) et l'immunité de juridiction pénale étrangère pour les représentants de l'État, risquent de se chevaucher et d'influer sur ceux relatifs à la compétence universelle. Ce n'est qu'une fois que la Commission en aura fini avec ces thèmes qu'il sera utile et souhaitable de voir quelle instance pourrait être chargée d'étudier la question de la compétence universelle.

6. Comme l'a déjà indiqué la délégation israélienne, il est nécessaire de garantir le principe de subsidiarité afin que les mécanismes de compétence universelle ne soient utilisés qu'en dernier recours. De plus, la délégation de l'intervenant met en garde contre le risque de détournements politiques de ces mécanismes et souligne qu'il importe d'adopter des garanties contre de tels abus, qui sont inacceptables.

7. **M. Nguyen Nam Duong** (Viet Nam) dit que la compétence universelle devrait être définie et exercée dans le respect des principes que consacrent la Charte des Nations Unies et le droit international, notamment l'égalité souveraine des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et l'immunité des représentants de l'État. Seuls les crimes internationaux les plus graves devraient relever de la compétence universelle, et celle-ci ne devrait être exercée qu'en dernier recours et pour compléter l'exercice de sa compétence nationale ou territoriale par un État dont les liens avec les crimes en cause sont plus forts. De plus, la compétence universelle ne devrait être exercée par un État que lorsque l'accusé est présent sur son territoire, et uniquement après que la possibilité d'extrader celui-ci a été envisagée avec l'État

sur le territoire duquel le crime a été commis et avec l'État de nationalité du suspect, sans enfreindre le principe de la double incrimination.

8. Le Gouvernement vietnamien estime que la compétence universelle est un outil utile pour lutter contre les crimes les plus graves et prévenir l'impunité. Son code pénal, tel que modifié en 2015, prévoit l'exercice de la compétence universelle pour certains crimes, conformément aux traités internationaux auxquels le Viet Nam est partie. Le pays a ainsi démontré qu'il était résolu à œuvrer pour que les auteurs des crimes internationaux les plus graves soient traduits en justice et que l'état de droit soit préservé aux niveaux national et international.

9. Pour s'assurer que la compétence universelle soit exercée de bonne foi et avec impartialité, des normes communes concernant la portée et l'application du principe devraient être élaborées. La délégation vietnamienne estime également que les travaux de la Commission gagneraient à ce qu'il soit procédé à un examen des décisions et arrêts de la Cour internationale de Justice et des travaux de la Commission du droit international en la matière afin de régler les questions en suspens en ce qui concerne la définition, la portée et l'application du principe, la liste des crimes internationaux graves relevant de la compétence universelle, et les conditions de l'exercice de celle-ci.

10. **M. Phiri** (Zambie) considère qu'en dépit des divergences de vue quant à la définition de la compétence universelle et bien que l'on ne se soit toujours pas mis d'accord sur sa portée, il est généralement admis que, si certains critères sont réunis, les crimes graves formellement interdits par le droit international doivent relever de la compétence universelle en vertu du droit international coutumier. La compétence universelle a pour but de favoriser l'application du principe de responsabilité au niveau mondial en traduisant les auteurs de tels crimes en justice. Elle fait obligation aux États, en leur donnant toute latitude en la matière, de réprimer les crimes graves et d'empêcher que leurs territoires ne servent de refuges à leurs auteurs. L'exercice de la compétence universelle est particulièrement important lorsqu'un pays lié au crime commis ne peut ou ne veut pas enquêter et poursuivre ses auteurs.

11. La communauté internationale ne peut compter sur la bonne volonté des États pour garantir l'engagement de poursuites contre les auteurs de crimes atroces tels que le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, l'esclavage et la torture. Il faut mettre en place un cadre juridique approprié qui contraigne ou habilite les pays à les extraditer ou à les poursuivre. Tous les États Membres devraient donc veiller à couler les dispositions des traités pertinents dans leur droit interne

et/ou à promulguer des lois relatives à la compétence universelle ou à en élargir la portée.

12. La Zambie a ratifié et transposé dans sa législation un certain nombre de traités, notamment les Protocoles de la Communauté de développement de l'Afrique australe sur l'entraide judiciaire en matière pénale et l'extradition et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Les autorités ont également pris des mesures pour incorporer le principe de la compétence universelle dans les textes qui composent la législation nationale, comme la nouvelle loi de 2018 relative à la lutte contre le terrorisme, qui couvre les situations où il n'existe pas d'accord d'extradition entre la Zambie et l'État concerné. Le Gouvernement zambien est également disposé à conclure des accords de coopération avec les autorités et services de maintien de l'ordre étrangers pour faire en sorte que les auteurs d'actes terroristes soient traduits en justice. Il s'est attelé à la rédaction d'un projet de loi visant à intégrer les dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale dans le droit zambien, ce qui faciliterait la coopération en matière de répression des crimes internationaux. La délégation de l'intervenant exhorte les États à renforcer l'application du principe de compétence universelle, en complément de l'action des juridictions pénales nationales. Elle prône également un resserrement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale.

13. Les contraintes de la *realpolitik* et les limites de la diplomatie rendent parfois difficile, de toute évidence, l'application de la compétence universelle. La façon incohérente et quelquefois imprévisible dont elle a été mise en œuvre a été source de frictions entre les États, en particulier lorsque son utilisation semblait motivée par des considérations politiques et dirigée contre des pays ou des types de pays particuliers, ou en cas d'abus manifeste de procédures ou d'interprétation subjective du droit international coutumier. Une application sélective de la compétence universelle peut s'avérer contre-productive et nuire à la lutte contre l'impunité.

14. La question de savoir si les chefs d'État et de gouvernement et autres représentants de haut rang en exercice peuvent faire l'objet de poursuites devant la Cour pénale internationale, devant des tribunaux spéciaux ou devant les juridictions d'autres pays ou territoires n'est toujours pas réglée, en particulier lorsque le pays concerné n'est pas partie au Statut de Rome. La décision prise par l'Union africaine en janvier 2018 de demander, par l'intermédiaire de l'Assemblée générale, un avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur le lien entre les articles 27 et 98 du Statut de Rome est donc venue à point nommé et devrait permettre, espère l'intervenant, de déterminer une fois pour toutes si les chefs d'États non parties au Statut de

Rome sont ou non à l'abri de toute mesure d'arrestation émanant d'États qui en seraient parties.

15. S'il peut être utile que ce dossier soit examiné par la Commission du droit international, la Sixième Commission ne doit pas pour autant renoncer à la responsabilité qui est la sienne d'étudier et de résoudre les questions relatives à la compétence universelle.

16. **M^{me} Gaye** (Sénégal) déclare que son gouvernement a inscrit le principe de la compétence universelle dans le droit sénégalais en 2007. Son pays est en outre partie à plusieurs instruments internationaux qui traitent de problèmes susceptibles de donner lieu à l'exercice de la compétence universelle.

17. Des interrogations subsistent au sujet de la compétence universelle, en particulier en ce qui concerne les crimes qui en relèvent. Afin de veiller à ce que les efforts collectifs visant à l'appliquer ne soient pas compromis par des inquiétudes quant à sa portée et son éventuelle utilisation abusive, cette compétence doit être exercée de bonne foi, et non de manière sélective, conformément aux principes du droit international, y compris celui de la souveraineté de l'État, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de l'égalité souveraine des États. Le principe de complémentarité doit également être respecté, ce qui signifie que la compétence universelle ne peut être exercée que lorsqu'un État ne peut pas ou ne veut pas enquêter sur les crimes allégués ou poursuivre les individus soupçonnés de les avoir commis. C'est aux tribunaux internes qu'il incombe au premier chef de diligenter des enquêtes ou des poursuites concernant des crimes commis par leurs nationaux, sur leur territoire ou en d'autres lieux relevant de leur juridiction.

18. Tout en prenant note de ce que la compétence universelle figure à présent dans le programme de travail à long terme de la Commission du droit international, la délégation sénégalaise espère que la Sixième Commission poursuivra ses discussions sur la question. Afin de tenir compte de toutes les préoccupations que soulève l'exercice de la compétence universelle, et de préserver sa crédibilité, les discussions de la Sixième Commission devraient être axées sur la recherche d'un consensus quant à la définition du concept et à sa portée.

19. **M^{me} Kalb** (Autriche) indique que sa délégation soutient le principe de la compétence universelle, qui contribue à la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux. Toutefois, une grande confusion continue d'entourer ce concept. Une étude approfondie permettrait d'éviter les malentendus et d'éclairer les discussions sur le sujet au sein de la Sixième Commission. Aussi la délégation autrichienne se félicite-t-elle de la décision prise par la Commission du droit international d'inscrire la « compétence pénale

universelle » dans son programme de travail à long terme ; elle l'encourage à prendre en considération, dans ses discussions, les activités menées en la matière par la Sixième Commission ainsi que les avis exprimés par les États membres. Concernant le résultat des travaux de la Commission, la délégation de l'intervenante serait favorable à l'élaboration de directives qui puissent orienter les États.

20. Il faut parvenir à une définition de la notion de compétence universelle et clarifier sa portée. La Commission devra examiner les diverses formes de compétence, notamment la compétence de légiférer, de juger et de faire exécuter, ainsi que leurs limites. Le Gouvernement de l'intervenante considère, par exemple, que la compétence de juger devrait se limiter aux procès en présence de l'accusé et que la compétence de faire exécuter les jugements rendus par un État exerçant la compétence universelle devrait être limitée par des considérations liées à la souveraineté des autres États.

21. La compétence pénale universelle qu'exercent les États en s'appuyant sur un traité ou sur le droit international coutumier doit être bien distincte de la compétence des cours et tribunaux internationaux, comme la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. La compétence universelle doit également être dissociée de la question de l'immunité des représentants de l'État.

22. **M. Al-Sugair** (Arabie Saoudite) dit que le principe de compétence universelle a été conçu dans l'intention louable de lutter contre l'impunité. Cependant, il est trop tôt pour qu'il soit inscrit dans le droit international. Des normes et mécanismes clairs doivent encore être mis en place pour l'appliquer et en définir la portée. De nombreux États membres, dont le pays de l'intervenant, ont attiré l'attention sur d'autres obstacles formels et fonctionnels à son application, notamment les principes exposés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, tels que le principe d'immunité des représentants étrangers et d'égalité souveraine des États ... Tenter d'exercer la compétence universelle sans tenir compte de ces principes serait contreproductif et ouvrirait la porte à la politisation. De même, toute loi nationale incompatible avec la Charte et le droit international mérite d'être condamnée. L'immense diversité des modalités que prévoient les législations internes pour l'exécution des procédures judiciaires constitue également un obstacle à l'application de ce principe.

23. La délégation de l'intervenant prend note de la décision de la Commission du droit international d'inscrire la question de la compétence pénale universelle dans son programme de travail à long terme, mais estime que la Sixième Commission devrait

procéder à un examen plus approfondi de la question afin de définir la portée et l'application de ce principe. Elle demande donc à tous les États Membres de continuer d'étudier les moyens d'appliquer la compétence universelle dans le respect de la Charte et des principes du droit international, afin d'atteindre l'objectif commun, qui est de lutter efficacement contre l'impunité.

24. **M. Jaiteh** (Gambie) déclare que son gouvernement rejette catégoriquement toute forme d'impunité et accepte le principe de la compétence universelle énoncé dans l'Acte constitutif de l'Union africaine. Il s'inquiète cependant de l'incertitude qui règne quant à la portée et à l'application de la compétence universelle, ainsi que de l'utilisation abusive qui peut en être faite. C'est précisément pour parer à cette éventualité que le Groupe des États d'Afrique a demandé que cette question figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Invoquer la compétence universelle lorsqu'il n'y a pas lieu de le faire peut porter atteinte à la souveraineté de l'État et, ce faisant, compromettre la paix et la sécurité des États.

25. La délégation de l'intervenant reconnaît la compétence universelle comme un principe du droit international et souhaiterait que l'on indique clairement quels sont les crimes qui peuvent donner lieu à l'exercice de cette compétence. Elle prend note de l'opinion exprimée par de nombreuses délégations, selon laquelle l'exercice de la compétence universelle a pour but de veiller à ce que les individus qui commettent des infractions graves, telles que des crimes de guerre, un génocide ou des crimes contre l'humanité, ne restent pas impunis. Il est important, lorsqu'il est fait application de la compétence universelle, de respecter les autres normes du droit international, y compris l'égalité souveraine des États, la compétence territoriale des États et l'immunité des représentants de l'État. La délégation gambienne invite tous les États à unir leurs efforts pour adopter des mesures propres à mettre fin à l'utilisation abusive et à la manipulation politique du principe de compétence universelle.

26. La décision prise par la Commission du droit international d'inscrire ce sujet à son programme de travail à long terme semble être motivée par la volonté de mettre fin à l'enlisement des discussions de la Sixième Commission en la matière et d'aller de l'avant. La question n'en continue pas moins de susciter un vif intérêt de la part des États Membres africains, et devrait rester à l'ordre du jour de la Commission afin de permettre de débattre sur toutes les questions en suspens.

27. **M. Coulibaly** (Mali) voit dans la compétence universelle un outil essentiel pour s'assurer que les

violations graves du droit international, telles que celles qui continuent d'être commises par des groupes terroristes et des trafiquants de drogues, puissent être réprimées. Il importe cependant de définir la notion de compétence universelle et de clarifier sa portée et son application. Les principes d'égalité souveraine des États, de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et d'immunité des représentants de l'État, en particulier des chefs d'État et de gouvernement, doivent être respectés lors de l'exercice de cette compétence.

28. Conformément aux engagements qu'il a contractés au plan international, le Mali a mis en place un cadre juridique national visant à renforcer la lutte contre le terrorisme, qui prévoit notamment de punir les auteurs de tels actes et de protéger les victimes. À cet égard, il se félicite de la décision historique prise par la Cour pénale internationale de condamner le terroriste malien Ahmad Al Faqi Al Mahdi pour la destruction, en 2012, de sites historiques et de mausolées à Tombouctou pendant l'occupation du nord du pays par des terroristes. Le Gouvernement malien continuera d'honorer ses engagements nationaux et internationaux en matière d'universalité et d'indépendance de la justice.

29. **M. Gumende** (Mozambique) dit que la question de l'exercice de la compétence universelle revêt une grande importance pour tous les États membres et intéresse tout particulièrement les États africains. La délégation mozambicaine estime qu'il faudrait éviter que certains États ne cherchent, à titre individuel, à appliquer ce principe aussi longtemps qu'un consensus international n'aura pas été trouvé, car le fait d'y recourir unilatéralement risquerait de bouleverser l'ordre juridique internationalement accepté. Il faudrait attendre, avant d'exercer la compétence universelle, que la communauté internationale ait fixé les critères de son application, statué sur sa conformité au regard de la Charte des Nations Unies et des autres instruments pertinents du droit international, déterminé les crimes auxquels elle pourrait s'appliquer et établi les circonstances dans lesquelles elle pourrait être invoquée. La compétence universelle n'aura de légitimité qu'à la condition d'être exercée dans le respect des principes de l'égalité souveraine de tous les États, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de l'immunité des représentants de l'État, en particulier des chefs d'État.

30. Le Gouvernement mozambicain condamne fermement l'application du principe de compétence universelle pour des motifs politiques ou des raisons autres que celles qu'admet le droit international. Il estime toutefois qu'elle peut être un outil précieux pour poursuivre les auteurs de certains crimes graves, tels que ceux liés au commerce des esclaves, à la traite des êtres

humains, à la piraterie aérienne et maritime, au terrorisme et actes qui y sont associés, aux enlèvements, à la criminalité organisée et au génocide. Le Gouvernement ne tolérera jamais l'impunité et est tout disposé à partager les expériences et bonnes pratiques en la matière avec d'autres États membres.

31. **M. Nasimfar** (République islamique d'Iran) déclare que le principe de compétence universelle est fondé sur le fait qu'il faille considérer certains crimes particulièrement graves comme étant commis contre la communauté des nations dans son ensemble et non contre un État particulier et que, pour éviter l'impunité, l'accusé doit faire l'objet de poursuites dans le pays où il est arrêté, quel que soit le lieu où le crime a été perpétré. Si l'existence de ce principe n'est pas contestée, les États Membres n'ont pas une conception juridique et théorique commune de la compétence universelle, ni des crimes qui doivent en relever. Les points de vue divergent en particulier sur le rapport entre la compétence universelle et l'immunité dont jouissent certains représentants de haut rang. En outre, les crimes auxquels pourrait s'appliquer cette compétence varient selon les législations nationales.

32. Le fait d'allonger la liste des crimes jugés pouvoir relever de la compétence universelle ne serait pas conforme aux objectifs de ce principe. En outre, comme l'ont indiqué plusieurs juges de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique), conférer compétence aux tribunaux de tous les États du monde pour réprimer de tels crimes, quel que soit l'endroit où se trouve la personne qui en est accusée, risquerait de créer un chaos judiciaire. De plus, la majorité des juges a indiqué que l'exercice de la compétence universelle *in absentia* était inconnu du droit international conventionnel. Quelle que soit la source de la compétence universelle, son application sélective peut porter préjudice aux principes cardinaux du droit international que sont l'égalité souveraine des États et l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État. Le Gouvernement iranien considère la compétence universelle comme une exception conventionnelle dans l'exercice de la compétence pénale. Elle ne saurait se substituer à la compétence territoriale, qui est au cœur du principe de l'égalité souveraine des États, et ne doit s'appliquer qu'aux crimes les plus odieux. Son exercice à l'égard de crimes moins graves risque de compromettre sa légitimité.

33. Les États Membres n'ayant pas encore réussi à dégager une interprétation commune de la notion de compétence universelle, il ne serait pas souhaitable que la Commission du droit international se saisisse de la

question à ce stade. La poursuite des délibérations au sein de la Sixième Commission devrait être l'occasion pour les États Membres d'examiner les divers aspects de la compétence universelle afin de déterminer sa portée et les limites de son application, et d'empêcher qu'il en soit fait un usage abusif.

34. **M. Bawazir** (Indonésie), faisant observer que les crises humanitaires actuelles ont conféré aux discussions de la Sixième Commission consacrées à la compétence universelle une importance d'autant plus grande, estime qu'il est essentiel de combler les lacunes juridictionnelles pour mettre fin à l'impunité et protéger les droits des victimes. L'absence de clarté et de consensus quant à la portée et à l'exercice de la compétence universelle risque d'entraîner une application inappropriée, voire abusive, du droit interne à l'égard des ressortissants étrangers et de porter atteinte à des principes aussi fondamentaux du droit international que celui de l'immunité de juridiction pénale des représentants de l'État. Il faut donc faire montre de prudence. Sans orientations claires ni accord sur la portée et l'application du principe de compétence universelle, il ne peut y avoir de coopération, pourtant nécessaire, entre les États en vue de garantir l'ouverture d'enquêtes et l'engagement de poursuites, et un conflit pourrait survenir entre l'État dont est ressortissant l'auteur de l'acte et celui qui décide d'appliquer la compétence universelle.

35. La compétence universelle doit être exercée dans le plein respect des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment la bonne foi, l'égalité souveraine des États et l'intégrité territoriale. Elle doit compléter la compétence nationale et territoriale et ne devrait être exercée qu'à titre exceptionnel, lorsque l'État où le crime a été commis ou l'État dont est ressortissant l'auteur de l'acte ne peut ou ne veut exercer sa compétence. Il est donc important de renforcer la capacité des États à faire en sorte que les crimes les plus graves fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites.

36. Afin de prévenir les abus en matière d'application du principe de compétence universelle, sa portée doit être limitée aux crimes les plus odieux. Il faut ailleurs distinguer entre la compétence universelle et l'obligation d'extrader ou de poursuivre, qui a souvent un champ d'application plus large. La compétence universelle est depuis longtemps reconnue et appliquée en cas de piraterie, mais peu d'États prévoient d'y recourir pour d'autres crimes. La délégation indonésienne appuie les efforts déployés par le Secrétariat pour recueillir des informations sur la pratique et la doctrine des États. Elle souhaite également que la Sixième Commission poursuive ses discussions sur la compétence universelle et estime qu'il serait

prématuré pour la Commission du droit international de se saisir de la question.

37. **M. Nyan Lin Aung** (Myanmar) constate qu'en dépit des efforts de la Sixième Commission, aucun consensus international ne s'est dégagé à ce jour concernant la définition et la portée du principe de compétence universelle, les conditions dans lesquelles elle peut être exercée et ses modalités d'application. L'absence d'un tel consensus fait naître le risque que certains États ou groupes d'États n'en usent de façon abusive, ce qui pourrait nuire aux règles et principes du droit international, notamment les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. La sélectivité et les manipulations dont pourrait s'accompagner l'application de la compétence universelle pourraient transformer ce principe en un instrument politique plutôt qu'un mécanisme juridique.

38. La compétence universelle doit être complémentaire des chefs de compétence reconnus par le droit international, tout spécialement la nationalité et la territorialité. L'exercice de la compétence pénale incombe d'abord et avant tout à l'État dans lequel le crime a été commis. En outre, la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de chaque État doivent être scrupuleusement respectées. La délégation de l'intervenant partage les préoccupations exprimées par beaucoup d'autres quant aux implications que pourrait avoir l'application de la compétence universelle pour l'immunité des représentants de l'État.

39. **M^{me} Mōnōko** (Lesotho) dit que le principe de compétence universelle fait partie intégrante du droit international et permet de rendre la justice en des lieux où, à défaut, cela serait impensable. Cela étant, la définition du principe lui-même n'est pas la question dont est saisie la Commission. Le sujet a été inscrit à son ordre du jour dans le seul but de déterminer la portée et l'application du principe de compétence universelle à la suite de l'usage abusif qui en a été fait. La délégation du Lesotho espère que la Commission recentrera ses travaux sur les vrais problèmes qui lui sont soumis.

40. Si elle est exercée comme il convient, la compétence universelle constitue un moyen efficace de lutter contre l'impunité au plan international, alors que si l'on en abuse, elle risque de mettre la sécurité et le droit internationaux en péril. La délégation du Lesotho condamne de tels abus, qui sont contraires aux principes de l'égalité souveraine et de l'indépendance des États. Il est essentiel d'éviter d'appliquer le principe de compétence universelle de façon arbitraire ou sélective. La délégation du Lesotho rappelle à cet égard la critique dont fait fréquemment l'objet la compétence universelle, à savoir qu'elle se prête à un exercice abusif

de la part des États qui s'en servent pour porter atteinte à la souveraineté d'autres États, en particulier des États d'Afrique. Elle attire en outre l'attention sur les multiples résolutions de l'Union africaine dans lesquelles celle-ci se déclare gravement préoccupée par le recours abusif à la compétence universelle, en violation de l'immunité des représentants de l'État.

41. **M^{me} Kremžar** (Slovénie), *Vice-Présidente*, prend la présidence.

42. **M. Luna** (Brésil) déclare que la compétence universelle revêt, en tant que chef de compétence, un caractère exceptionnel comparativement aux principes mieux établis de territorialité et de nationalité. Bien que l'exercice de la compétence soit essentiellement du ressort de l'État concerné en vertu du principe de l'égalité souveraine des États, la lutte contre l'impunité face aux crimes les plus graves est une obligation énoncée dans de nombreux traités internationaux. La compétence universelle ne doit être exercée que dans le strict respect du droit international ; elle doit être supplétive par rapport à la compétence nationale et limitée à certains crimes ; elle ne saurait en outre être exercée arbitrairement ni servir des intérêts autres que ceux de la justice.

43. Il nous faut avoir une conception commune de la portée et de l'application du principe de compétence universelle afin d'éviter son application sélective ou à mauvais escient. À cet égard, la délégation brésilienne réaffirme que le Groupe de travail de la Commission se doit d'adopter une approche progressive dans ses discussions. Il devrait s'efforcer d'arrêter une définition acceptable de la notion en question ; il pourrait en outre déterminer quels types de crimes relèvent de cette compétence et se prononcer sur le caractère subsidiaire de cette dernière.

44. La délégation brésilienne se félicite de la décision de la Commission du droit international d'inscrire l'examen de la « compétence pénale universelle » dans son programme de travail à long terme et l'encourage à intégrer la question sans plus tarder dans ses travaux en cours. L'examen simultané de la compétence universelle au sein de la Commission du droit international et de la Sixième Commission serait l'occasion de redynamiser les relations entre les deux organes. L'Assemblée générale pourrait inviter la Commission du droit international à procéder à une analyse juridique de certaines questions et d'en faire rapport à la prochaine session. Elle pourrait, par exemple, lui demander de déterminer si, pour que le principe de compétence universelle puisse s'appliquer, il faut que l'État sur le territoire duquel le crime a été commis y consente ou que le suspect soit présent sur le

territoire de l'État souhaitant exercer la compétence universelle. L'une des questions les plus controversées est celle de savoir comment concilier la compétence universelle et les immunités juridictionnelles des représentants de l'État. Au stade actuel du débat, il serait prématuré pour la Sixième Commission ou la Commission du droit international d'envisager d'adopter des normes internationales communes en la matière.

45. La législation brésilienne consacre les principes de territorialité et de nationalité comme chefs de compétence pénale. Les tribunaux nationaux peuvent exercer la compétence universelle pour connaître des crimes de génocide et d'autres, comme la torture, que le Brésil est tenu de réprimer en vertu d'un traité. En droit brésilien, il est nécessaire de promulguer une loi pour autoriser l'exercice de la compétence universelle à l'égard de tel ou tel crime ; cette compétence ne peut être exercée sur la seule base du droit international coutumier.

46. **M^{me} Ighil** (Algérie) considère qu'il est de la responsabilité de toute la communauté internationale de chercher à obtenir justice et de lutter contre les crimes odieux, mais craint qu'un recours abusif du principe de compétence universelle ne mine les efforts déployés pour prévenir l'impunité et n'entrave la crédibilité du droit international. Le Gouvernement algérien se déclare préoccupé par l'application sélective, arbitraire et politisée de la compétence universelle, qui fait fi de la justice internationale et de l'égalité. Il importe de rappeler à cet égard que les chefs d'État et de gouvernement africains ont condamné l'application sélective de la compétence universelle aux États africains, en particulier de la part de la Cour pénale internationale, qui met presque exclusivement l'accent sur l'Afrique tout en fermant les yeux sur des situations inacceptables dans d'autres régions du monde.

47. La compétence universelle doit être exercée de bonne foi, dans le respect des principes fondamentaux du droit international, notamment l'égalité souveraine des États, l'indépendance politique et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Elle doit être considérée comme un mécanisme complémentaire et une mesure de dernier recours ; elle ne peut primer sur le droit des tribunaux d'un pays à juger les crimes commis sur le territoire national. En outre, l'immunité accordée aux chefs d'État et de gouvernement et autres hauts fonctionnaires en vertu du droit international doit être respectée. La problématique de l'immunité doit être abordée avec prudence, car il s'agit là d'une question délicate. À la demande du Groupe des États d'Afrique, l'ordre du jour de l'Assemblée générale comporte désormais un point intitulé « Demande d'avis consultatif à la Cour

internationale de Justice sur les effets des obligations imposées aux États par différentes sources de droit international en ce qui concerne l'immunité des chefs d'État et de gouvernement et hauts fonctionnaires ».

48. La délégation algérienne, tout en prenant note de la décision de la Commission du droit international d'inscrire le sujet de la compétence pénale universelle dans son programme de travail à long terme, estime que le Groupe de travail de la Sixième Commission devrait se pencher plus avant sur la question de savoir s'il est opportun et approprié de renvoyer la question de la compétence universelle à ladite Commission. Les délibérations de la Sixième Commission devraient se concentrer sur la portée et la définition de la compétence universelle, ainsi que sur la définition de règles claires pour son application.

49. **M. Luna** (Brésil), *Vice-Président*, prend la présidence.

50. **M. Islam** (Bangladesh) déclare qu'il convient d'adopter une approche pragmatique afin d'éviter un recours abusif à la compétence universelle pour des raisons politiques. Cette compétence peut être invoquée pour poursuivre les crimes internationaux les plus graves, mais ne doit pas se substituer aux autres chefs de compétence, tels que la territorialité et la nationalité. Le rapport du Secrétaire général ([A/73/123](#) et [A/73/123/Add.1](#)) met en lumière le large éventail de crimes que les États considèrent comme relevant de la compétence universelle et fait état des instruments juridiques internationaux invoqués par les gouvernements en la matière. Il est important de continuer à partager des informations sur les lois et pratiques nationales, ainsi que sur leur évolution. La délégation de l'intervenant appuie la suggestion avancée par le Mouvement des pays non alignés, qui propose d'envisager la mise sur pied d'un mécanisme chargé de surveiller l'application du principe de compétence universelle (voir [A/C.6/73/SR.10](#)), éventuellement sous l'égide du Groupe de travail. Cette proposition pourrait être examinée pendant l'intersession, d'autant qu'aucun consensus ne semble se dégager quant à l'opportunité de saisir la Commission du droit international de cette question. La délégation du Bangladesh prend également note des travaux entrepris par le Comité international de la Croix-Rouge pour suivre et appuyer l'évolution des pratiques des juridictions nationales, face notamment aux violations graves du droit international humanitaire. Le Bangladesh est prêt à poursuivre les discussions avec ledit Comité à ce sujet.

51. **M. Abdullahi** (Nigéria) indique que son gouvernement est conscient de l'importance que revêt la compétence universelle – principe cardinal du droit international – pour prévenir l'impunité. Il ajoute que, si l'exercice de la compétence universelle vise à faire en sorte que les auteurs de crimes odieux ne restent pas

impunis, son principe demeure controversé, parce qu'il permet à des États d'exercer leur compétence pénale à l'égard d'un suspect, quel que soit l'endroit où le crime allégué a été perpétré et quelle que soit la nationalité de son auteur. La compétence universelle doit être exercée de bonne foi et dans le respect des autres principes du droit international, notamment l'égalité souveraine des États et l'immunité des représentants de l'État.

52. Il incombe au premier chef à l'État territorialement compétent d'enquêter sur les crimes graves et d'en poursuivre les auteurs. La compétence universelle doit être un mécanisme complémentaire et ne devrait être utilisée qu'en dernier recours pour faire en sorte que les auteurs de tels crimes puissent être poursuivis lorsque cet État ne peut ou ne veut pas exercer sa compétence. S'il est possible de coopérer avec l'État sur le territoire duquel un crime a été commis, en particulier dans le cadre d'accords d'extradition ou d'entraide judiciaire, la compétence universelle ne doit pas être exercée prématurément.

53. Il faut que le Groupe de travail poursuive ses efforts pour clarifier la définition, la portée et l'application du principe de compétence universelle afin d'éviter qu'il n'en soit fait un usage abusif pour régler des comptes politiques, et afin de répondre aux préoccupations de nombreux États Membres, notamment africains, qui respectent ce principe mais s'inquiètent de l'incertitude entourant sa portée et du risque de distorsion dans son application. Étant donné la nature technique de ces différents points, il serait utile que la Commission du droit international puisse contribuer au débat.

54. **L'archevêque Auza** (Observateur du Saint-Siège) déclare que sa délégation sait gré à la Commission de l'important travail qu'elle accomplit pour promouvoir la cause de la justice et prévenir l'impunité. Les génocides, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité touchent le plus souvent ceux qui vivent en marge de la société, comme les pauvres et les minorités ethniques ou religieuses, et il incombe à l'ensemble de la communauté internationale d'agir en leur nom. Naturellement, la compétence universelle doit aussi s'appliquer à ceux qui menacent ou tentent de perpétrer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, en particulier lorsque de tels actes entraînent le déplacement massif de migrants et de réfugiés.

55. La mise en place de normes juridictionnelles universellement acceptées, propres à faire en sorte que les pires violations des droits fondamentaux puissent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites et que leurs auteurs puissent être punis, est un objectif louable. Il faut toutefois veiller à trouver un juste équilibre entre l'obligation de faire en sorte que les auteurs des crimes les plus graves soient amenés à répondre de leurs actes et la nécessité de respecter les principes d'égalité

souveraine des États, de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et d'immunité de leurs représentants. Les normes qui seront élaborées devront être compatibles avec les principes fondamentaux de la justice pénale, y compris les principes *nullum crimen, nulla poena sine lege*, le respect des droits de la défense, la présomption d'innocence et le non-refoulement. Ces normes devront également être solidement ancrées dans le principe de subsidiarité : dès lors que l'État territorial ou l'État de la nationalité de l'auteur présumé des faits veut et peut engager des poursuites, la communauté des nations doit s'en remettre à lui. De plus, il devrait exister un lien concret entre l'État désireux d'exercer la compétence universelle et les faits ou les parties en cause – la présence de l'accusé ou des victimes sur son territoire, par exemple. La compétence universelle ne doit pas être un moyen de justifier des poursuites par contumace ou de choisir le tribunal le plus favorable. Une attention particulière doit être accordée aux conditions procédurales exigées pour écarter les immunités juridictionnelles des agents de l'État. Il faudrait en outre mettre en place des mécanismes permettant de s'assurer que l'exercice du principe de compétence universelle ne donne pas lieu à des conflits interétatiques.

56. La délégation du Saint-Siège est favorable à ce que la Sixième Commission poursuive ses travaux sur cette question, notamment dans le cadre de son Groupe de travail, en vue d'instaurer, pour l'exercice de la compétence universelle, un système fondé sur des règles. Le point de départ de ces travaux pourrait consister à passer en revue les lois et pratiques nationales afin d'identifier les crimes faisant généralement l'objet de poursuites au niveau national sur la base du principe de compétence universelle, de déterminer, le cas échéant, quelles conditions doivent être remplies au regard des législations nationales pour pouvoir appliquer ce principe à de tels crimes et recenser les cas où des poursuites ont été engagées contre des crimes perpétrés dans des États Membres sur la base du principe de compétence universelle. La délégation de l'intervenant soutient également la décision de la Commission du droit international d'inscrire la question de la compétence universelle dans son programme de travail à long terme. Les discussions que consacre la Commission aux projets d'articles relatifs aux crimes contre l'humanité et à l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État pourraient contribuer utilement aux travaux relatifs à la compétence universelle.

57. **M. Harland** (Observateur du Comité international de la Croix-Rouge) considère que la compétence universelle est l'un des principaux instruments permettant de prévenir les violations graves du droit international humanitaire ou, lorsqu'elles se produisent, de les réprimer. Les Conventions de Genève de 1949 et

le Protocole additionnel I disposent que les États parties sont tenus de rechercher les personnes accusées d'avoir commis des actes définis par ces instruments comme des violations graves, quelle que soit leur nationalité, pour ensuite les poursuivre ou les extradier. D'autres instruments internationaux, comme la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, font de même obligation aux États parties de conférer à leurs tribunaux compétence universelle, sous une forme ou sous une autre, pour connaître des violations graves des règles qu'ils énoncent. De plus, la pratique des États et l'*opinio juris* ont contribué à consolider une règle de droit coutumier autorisant les États à exercer la compétence universelle pour connaître des violations graves du droit international humanitaire.

58. C'est aux États qu'il incombe au premier chef d'enquêter sur les violations graves du droit international humanitaire et d'en poursuivre les auteurs présumés. Toutefois, lorsque les États qui ont un lien, en termes de compétence, avec le crime n'interviennent pas, l'exercice de la compétence universelle par d'autres États peut constituer un mécanisme efficace d'engagement de la responsabilité et de prévention de l'impunité. Le Comité international de la Croix-Rouge a recensé 117 États ayant mis en place une forme ou l'autre de compétence universelle à l'encontre des violations graves du droit international humanitaire. Le nombre de poursuites diligentées par ces États augmente régulièrement : en 2017, des enquêtes ont été lancées dans plus de 20 affaires faisant état de telles violations, et un certain nombre de jugements ont été rendus. Cela montre que les États utilisent effectivement la compétence universelle pour remédier à l'impunité ; c'est également un message important adressé aux victimes, qui leur indique que l'obligation faite aux auteurs de tels actes d'en répondre devant la justice n'est pas qu'un vœu pieux.

59. Le Comité international de la Croix-Rouge continue de promouvoir la prévention et la répression des violations graves du droit international humanitaire en aidant les États à renforcer leur législation pénale et à établir leur compétence universelle pour connaître de ces violations, y compris en élaborant des outils pratiques et des documents techniques. Il encourage les États à faire en sorte que les conditions auxquelles ils assujettissent éventuellement l'exercice de la compétence universelle visent à en renforcer l'efficacité et la prévisibilité, et ne limitent pas inutilement la possibilité de traduire des suspects en justice.

Point 147 de l'ordre du jour : Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/73/167, A/73/217, A/73/217/Add.1 et A/73/218)

60. **Le Président**, rappelant qu'à sa troisième séance, l'Assemblée générale a renvoyé le point de l'ordre du jour à l'examen aux Cinquième et Sixième Commissions, souligne qu'au paragraphe 37 de sa résolution 72/256, l'Assemblée a invité la Sixième Commission à examiner les aspects juridiques du rapport que devait remettre le Secrétaire général, sans préjuger du rôle de la Cinquième Commission, la grande commission en charge des questions administratives et budgétaires.

61. **M. Jaime Calderón** (El Salvador), parlant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), déclare que la Communauté est satisfaite des progrès réalisés depuis la mise en place du nouveau système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, qui a contribué à améliorer les relations de travail et la performance au sein de l'Organisation. La CELAC continue d'appuyer les mesures visant à protéger les droits fondamentaux du personnel des Nations Unies conformément aux normes internationalement reconnues, ainsi que toutes les mesures visant à aider l'Organisation à devenir un meilleur employeur et à attirer et retenir les meilleurs fonctionnaires. Elle est consciente du rôle important qu'a joué la Sixième Commission s'agissant de rendre le système d'administration de la justice pleinement opérationnel en rédigeant les statuts et amendements y afférents du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du Tribunal d'appel des Nations Unies, et elle continuera de mettre ses compétences juridiques au service du règlement de toutes les questions en suspens, comme celles portant sur l'évaluation indépendante du système, l'accès des personnes handicapées à celui-ci et les autres mesures de règlement des litiges.

62. La Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes invite les membres de la Sixième Commission à examiner les recommandations et propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/73/217 et A/73/217/Add.1), en ayant à l'esprit les principes d'indépendance, de transparence, de professionnalisme, de décentralisation, de légalité et de régularité procédurale sur lesquels doit reposer la discussion sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies. La Communauté réaffirme son soutien aux activités du Bureau de l'aide juridique au personnel et prend note avec satisfaction des visites qu'il a effectuées dans des bureaux sous-régionaux pour fournir des informations sur le système de justice interne. Le Conseil de justice interne joue un rôle important s'agissant d'assurer l'indépendance, le professionnalisme et la responsabilité dans le système d'administration de la justice ; il doit continuer de donner des avis sur le fonctionnement de ce système, dans le cadre du mandat que lui confère le paragraphe 37 de la résolution 62/228 de l'Assemblée générale. La

CELAC prend note du rapport du Conseil (A/73/218) et appelle à une mise en œuvre rapide des recommandations qu'il contient.

63. La Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes est consciente de la contribution que le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel apportent à l'administration de la justice au sein de l'Organisation. Elle est prête à étudier de nouveaux moyens d'améliorer le recours à des mécanismes informels, par exemple la médiation, et souhaite qu'une représentation équitable des régions et des sexes soit assurée lors de la nomination des juges et du personnel. Elle souligne l'importance du Groupe du contrôle hiérarchique, qui donne à l'Administration la possibilité d'éviter les procès inutiles devant les deux Tribunaux précités.

64. S'agissant du rapport sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/73/167), la Communauté continue de penser qu'il faut faire davantage pour promouvoir une culture de la confiance et de la prévention des conflits dans toute l'Organisation et faciliter le règlement informel des litiges. C'est pourquoi elle demande à nouveau au Secrétaire général de veiller non seulement à ce que la structure du Bureau tienne compte de ses attributions en matière de supervision, mais également à ce que le Bureau bénéficie de l'appui nécessaire pour accomplir sa mission qui consiste à renforcer la régularité des procédures et à garantir la responsabilité et la transparence dans la prise des décisions.

65. Les Sixième et Cinquième Commissions devraient continuer de coopérer pour assurer une division du travail appropriée et éviter tout chevauchement de leurs travaux consacrés à cette question.

66. **M. Jaiteh** (Gambie), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que celui-ci constate avec plaisir que l'Organisation dispose d'un véritable système d'administration de la justice fondé sur la transparence et la primauté du droit, et trouve encourageant l'impact positif qu'il a sur son personnel. La Sixième Commission apporte une précieuse contribution à l'amélioration de la fonctionnalité du système et devrait rester attentive à toutes les préoccupations qui pourraient être soulevées. Les États Membres devraient soutenir le système en lui accordant les moyens dont il a besoin, sachant que son objectif est d'améliorer l'exécution des tâches, d'œuvrer pour de bonnes conditions de travail, d'assurer la sécurité et de garantir la justice pour le bien de tous. Le Groupe attache une grande importance à la protection des droits fondamentaux des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies.

67. Le Bureau de l'aide juridique au personnel s'acquitte d'une tâche essentielle, à savoir offrir aux

fonctionnaires des services de représentation, de conseil et autres services juridiques. Le Groupe des États d'Afrique note avec satisfaction qu'il s'est rendu dans les bureaux sous-régionaux pour donner aux responsables et au personnel des informations sur le système de justice interne. Le Groupe souligne également le travail réalisé par le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel des Nations Unies et se félicite de la parité des sexes qui prévaut dans leur composition actuelle. Il plaide pour une égalité de représentation des sexes, des races et des régions dans l'ensemble du système d'administration de la justice.

68. Le Groupe des États d'Afrique tient à souligner l'importance que revêt l'action du Groupe du contrôle hiérarchique, qui contribue à éviter que le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel ne soient saisis de recours inutiles. Pour ce qui est des activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, il note que le règlement informel des litiges est un élément crucial du système d'administration de la justice et que des mesures d'incitation devraient être mises en place pour qu'il soit davantage fait appel à ces solutions informelles. Dans l'idéal, il faudrait pouvoir régler les conflits sur le lieu de travail sans avoir recours à un tribunal. Le Groupe demande au Secrétaire général de faire bon usage du Bureau précité ; au-delà de ses missions de supervision, le Bureau pourrait également contribuer à renforcer les garanties judiciaires au sein de l'Organisation et veiller à ce que les processus décisionnels respectent les principes de responsabilité et de transparence en faisant en sorte que la hiérarchie et les fonctionnaires soient tenus de rendre compte de leurs actes. Le Groupe appuie les recommandations et propositions avancées par le Secrétaire général dans son rapport (A/73/217 et A/73/217/Add.1) et souligne la nécessité d'assurer une répartition claire des tâches entre les Cinquième et Sixième Commissions pour ce qui est de l'examen du point inscrit à l'ordre du jour.

69. **M. Chaboureaux** (Observateur de l'Union européenne), prenant également la parole au nom des pays candidats (Albanie, Monténégro, Serbie, ex-République yougoslave de Macédoine et Turquie), de la Bosnie-Herzégovine (pays du processus de stabilisation et d'association), ainsi que de la Géorgie, du Liechtenstein, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que l'Union européenne continue d'attacher une grande importance à l'efficacité du système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, qui est indispensable pour veiller à responsabiliser les fonctionnaires et l'Organisation dans son ensemble.

70. Le règlement informel des litiges est un élément essentiel du système d'administration de la justice et

devrait être utilisé autant que faire se peut afin d'éviter des procédures coûteuses et inutiles. L'Union européenne se félicite des activités menées par le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies à cet égard, et appuie les efforts qu'il déploie pour promouvoir le règlement amiable des litiges, les actions de sensibilisation et l'amélioration des capacités des hauts fonctionnaires. Tout en notant l'augmentation du nombre de dossiers ouverts par le Bureau en 2017, l'Union européenne se réjouit de la baisse du nombre d'affaires relatives aux rapports hiérarchiques et du taux élevé de règlement de cas par la voie de la médiation. S'agissant des causes profondes des litiges, il faudrait accorder une attention particulière aux pistes d'interventions possibles recensées dans le rapport sur les activités du Bureau (A/73/167) concernant la gestion de la performance et la mise en cause de la responsabilité, la qualité du service et la mise en œuvre des réformes. L'Union européenne note les préoccupations exprimées par l'Ombudsman à l'occasion de la première Enquête sur la motivation du personnel des Nations Unies, réalisée en 2017, et salue les efforts du Secrétaire général pour promouvoir la pleine santé mentale et le complet bien-être du personnel.

71. L'Union européenne prend note de l'augmentation importante du nombre de demandes de contrôle hiérarchique soumises en 2017, demandes liées en particulier à la mise en œuvre d'un barème des traitements unifié et aux modifications apportées aux indemnités de poste dans plusieurs lieux d'affectation ; elle félicite le Groupe du contrôle hiérarchique d'avoir réussi à traiter plus de 91 % de ces requêtes avant la fin de l'année. Le nombre de décisions administratives dont il a été fait appel devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies lui paraît raisonnable par rapport au nombre important de décisions rendues par le Groupe durant l'année. Dans le même temps, l'Union européenne constate que, bien que le volume de nouvelles affaires soumises au Tribunal du contentieux se soit stabilisé, le nombre d'affaires réglées a nettement diminué comparativement à 2016, tandis que le nombre de demandes en attente a augmenté. Elle note aussi le net recul du nombre de dossiers reçus par le Tribunal d'appel en 2017. L'Union européenne salue le travail effectué par le Bureau de l'aide juridique au personnel pour mieux faire connaître le système, donner des conseils juridiques au personnel et le représenter, contribuant ainsi à éviter les conflits et les malentendus.

72. L'Union européenne tient à féliciter le Secrétaire général pour avoir mis en place une stratégie de communication et entrepris un examen approfondi du cadre réglementaire de l'Organisation. S'agissant de la

proposition qu'il a faite de créer trois nouveaux postes permanents de juges au Tribunal du contentieux administratif, la délégation européenne se demande s'il est vraiment indiqué de convertir des postes temporaires en postes permanents, dès lors que la charge de travail du Tribunal demeure orientée à la baisse. L'Union européenne continue de préconiser, pour ce qui est des non-fonctionnaires, la mise en place d'un système de protection juridique différencié, qui leur donnerait accès à des recours adéquats, effectifs et appropriés. Dans le but de promouvoir autant que possible les mécanismes non judiciaires, l'Organisation devrait toujours répondre aux préoccupations des non-fonctionnaires et, le cas échéant, leur proposer des moyens d'action. À cet égard, l'Union européenne prend note de la proposition du Secrétaire général de lancer un projet pilote qui permettrait aux non-fonctionnaires d'avoir accès à des services de règlement informel des différends. Elle pourrait également appuyer les recommandations du Secrétaire général concernant les décisions que devra arrêter l'Assemblée générale au sujet de la modification de l'article 7 du Règlement de procédure du Tribunal d'appel et des responsabilités du Secrétaire général, en tant que chef de l'Administration, dans le système de justice interne ; elle prend également acte des recommandations qui figurent dans le rapport du Conseil de justice interne (A/73/218).

73. **M. Scott-Kemmis** (Australie), s'exprimant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, déclare qu'une administration de la justice impartiale, équitable et efficace est essentielle pour le bon fonctionnement de l'ONU, en ce qu'elle permet au personnel de s'acquitter de ses tâches au mieux de ses capacités et aide l'Organisation à attirer et retenir des talents du monde entier et à défendre ses idéaux. Le système d'administration de la justice doit tenir compte des principes fondamentaux de la justice et de la primauté de l'état de droit, ainsi que des principes de respect de la légalité, de transparence et d'indépendance de la magistrature. Les trois délégations se réjouissent des efforts menés sans discontinuer en vue de développer et d'améliorer le système, et appuient la recommandation formulée par le Conseil de Justice interne dans son rapport (A/73/218), appelant le Secrétaire général à renforcer davantage l'aptitude de l'Organisation à instruire les plaintes pour harcèlement sexuel et à mettre en œuvre une procédure équitable et efficace de traitement de ces dossiers. Les mécanismes de signalement, de protection et de soutien doivent illustrer, dans la pratique, l'importance que l'Organisation accorde à la nécessité d'éradiquer et de prévenir le harcèlement sexuel. Les trois délégations approuvent également les recommandations du Conseil de Justice interne visant à promouvoir l'efficacité

judiciaire et opérationnelle, et en particulier à favoriser une approche plus active de la gestion des affaires judiciaires, afin de résorber le retard pris dans le traitement des dossiers portés devant le Tribunal du contentieux administratif.

74. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande remercient le Secrétaire général pour son analyse très fouillée des voies de recours ouvertes aux non-fonctionnaires et soutiennent sa proposition de mettre en place un projet pilote qui leur donnerait accès aux services de règlement informel des différends dans le cadre du mandat du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies. Ce serait là un moyen utile de recueillir des informations supplémentaires sur le nombre et le type de plaintes émanant de non-fonctionnaires. Le système d'administration de la justice est indispensable à la réalisation d'une réforme digne de ce nom au sein de l'Organisation, et le programme de réforme de la gestion envisagé par le Secrétaire général devrait donc s'aligner sur les efforts destinés à renforcer l'administration de la justice. Les réformes devraient miser sur une direction forte et responsable ; elles devraient prévoir la mise en œuvre de politiques et processus de gestion des ressources humaines soutenus par un système efficace de gestion de la performance qui permette de mesurer les bons résultats, de combattre à bon escient la sous-performance et de veiller à ce que tous les membres du personnel aient à répondre de leurs actes. Les réformes devraient également englober des politiques de lutte contre la corruption et la fraude, ainsi que des politiques visant à protéger les lanceurs d'alerte contre les représailles.

75. **M. Kemble** (Pays-Bas) assure que, quand bien même il est sans doute possible d'en améliorer le fonctionnement, la délégation néerlandaise est satisfaite du système actuel d'administration de la justice. On ne saurait trop insister sur l'importance que revêt un système informel efficace, conçu dans le but de prévenir et régler les litiges d'ordre professionnel et de promouvoir l'harmonie au travail. A cet égard, la délégation néerlandaise souhaite féliciter le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour le travail réalisé pendant la période considérée. Elle se réjouit de constater que le Secrétaire général a mis en œuvre nombre des recommandations du médiateur visant à changer la culture de l'Organisation.

76. La délégation de l'intervenant note également avec intérêt la publication, en novembre 2017, d'une circulaire révisée relative à la protection contre les représailles (ST/SGB/2017/2/Rev.1). Le texte prévoit cependant qu'un fonctionnaire qui s'est plaint d'un manquement, y compris de pratiques de harcèlement

sexuel, peut être réaffecté ou placé en congé payé. Cette disposition est présentée comme une mesure de protection, mais peut être perçue comme une sanction *de facto* motivée par le signalement d'un manquement. La délégation néerlandaise demande instamment au Secrétaire général d'envisager d'autres mesures de protection, telles que la réaffectation de la personne visée par l'enquête ou son placement en congé.

77. D'après le rapport du Secrétaire général (A/73/217), il n'a été constaté, au niveau des responsables hiérarchiques, aucune décision constitutive d'une faute lourde ayant donné lieu à un contentieux et entraîné un préjudice financier. Toutefois, le rapport indique également que le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies a prononcé trois renvois aux fins d'action récursoire. La délégation néerlandaise souhaite obtenir des éclaircissements sur cette apparente contradiction. Elle salue la proposition du Secrétaire général de lancer un projet pilote qui permettrait de donner aux non-fonctionnaires accès à des services de règlement informel des différends, mais regrette que cette proposition ne soit pas à la hauteur de ses attentes. La délégation de l'intervenant ne voit aucune raison valable de refuser aux non-fonctionnaires l'accès à l'ensemble du système d'administration de la justice.

78. Enfin, la délégation néerlandaise s'inquiète de ce que le Tribunal du contentieux n'ait statué que dans 100 affaires en 2017, ce qui a entraîné un retard dans le traitement des dossiers. En outre, elle relève que, si les juges de Genève et Nairobi ont rendu respectivement 35 et 46 jugements, ceux de New York n'en ont rendu que 19. Elle souhaiterait obtenir des informations sur les raisons à l'origine de ce retard et sur la manière dont il sera résorbé.

79. **M. Rittener** (Suisse) déclare que sa délégation se félicite des efforts actuellement menés pour accroître l'efficacité de l'administration de la justice aux Nations Unies, rationaliser et simplifier le cadre réglementaire des ressources humaines de l'Organisation, et établir des règles claires concernant la délégation de pouvoir et la responsabilité des fonctionnaires de haut rang. La délégation suisse salue également les initiatives visant à renforcer la protection contre les représailles et prend note de la publication, en novembre 2017, d'une nouvelle circulaire du Secrétaire général sur la question (ST/SGB/2017/2/Rev.1), texte faisant l'objet d'un examen régulier. Une protection efficace contre les représailles est un attribut indispensable d'un système de justice interne équitable et efficace.

80. La délégation suisse appuie la proposition du Secrétaire général de mettre sur pied un projet pilote

grâce auquel les non-fonctionnaires auraient accès à des services de règlement informel des différends. Il s'agit d'un premier pas qui contribue à améliorer la situation de ces personnes, mais cela ne suffit pas à garantir un système de justice interne équitable et efficace pour l'ensemble du personnel. Dans la plupart des cas, les non-fonctionnaires n'ont pas accès à un mécanisme judiciaire de règlement des différends. Ceux qui ont recours à l'arbitrage n'ont aucune garantie de pouvoir participer aux procédures sur un pied d'égalité avec les fonctionnaires. De plus, le fait d'intenter une telle procédure contre l'Organisation des Nations Unies constitue une entreprise redoutable et potentiellement fort coûteuse. Le processus de réforme des Nations Unies actuellement en cours offre une excellente occasion de proposer à tous les non-fonctionnaires des solutions susceptibles de garantir un mécanisme judiciaire équitable et efficace pour le règlement des litiges. Le Secrétaire général devrait exposer les diverses options possibles concernant ce mécanisme dans son prochain rapport.

81. **M^{me} Jabar** (Malaisie) considère qu'il reste de nombreux problèmes à régler avant que chacune des composantes du système d'administration de la justice puisse s'acquitter efficacement de sa mission. La mise en œuvre d'un système indépendant, transparent, professionnalisé, doté de ressources suffisantes et décentralisé est importante pour garantir un traitement équitable des questions que soulèvent les différends qui opposent les fonctionnaires à l'administration de l'ONU. La délégation malaise appuie certes les efforts visant à renforcer l'efficacité du système d'administration de la justice ; pour autant, elle estime que, lorsque les recommandations ont des incidences financières, toute mesure adoptée pour leur donner effet doit respecter scrupuleusement les procédures requises afin de garantir une utilisation optimale des ressources et d'éviter de demander aux États Membres des contributions non indispensables.

82. **M^{me} Pierce** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation soutient les recommandations du Secrétaire général tendant à faire en sorte que la structure du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies reflète davantage le Statut du Tribunal, et encourage la Cinquième Commission à examiner ces recommandations. La délégation américaine constate avec satisfaction que la politique de protection contre les mesures de représailles a été une nouvelle fois revue ; elle relève toutefois que le Conseil de justice interne estime que des lacunes subsistent en la matière. Il serait souhaitable d'avoir des informations plus précises à ce sujet. La délégation de l'intervenante s'associe à l'appel lancé par le Conseil au Secrétaire général pour l'inciter

à améliorer les réponses apportées par l'Organisation aux allégations de harcèlement sexuel exercé sur le lieu de travail. Elle se félicite des efforts déployés par le Bureau de l'ombudsman et des services de médiation, qui s'emploie à faire prévaloir une culture où tous les fonctionnaires soient traités avec davantage de civilité et de dignité.

83. La baisse sensible du nombre de décisions rendues par le Tribunal du contentieux administratif est préoccupante. La délégation américaine appelle de ses vœux des propositions concrètes susceptibles d'améliorer l'efficacité du Tribunal, y compris des mesures telles qu'un suivi assuré par l'Assemblée générale ou le Conseil de justice interne, des conférences de mise en état, des plans de règlement des affaires et l'application du code de conduite pour les juges du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel. Elle salue les efforts menés dans le but de conférer au système d'administration de la justice une plus grande transparence, grâce notamment à des actions de sensibilisation et à la refonte du site Web. Davantage de mesures devraient néanmoins être prises pour mieux expliquer le fonctionnement du système. Ainsi, les directives en matière judiciaire devraient être publiées ou mises en ligne pour que le personnel comprenne mieux la manière dont le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel rendent la justice administrative. S'agissant de l'indépendance de ces deux instances, la délégation américaine n'est pas convaincue de l'utilité de la recommandation formulée par le Conseil de justice interne concernant la réinstallation du Tribunal du contentieux administratif et souhaiterait obtenir de plus amples informations à ce sujet. Elle note que la recommandation relative au barème des traitements des juges vise à répondre aux problèmes de conflits d'intérêts et serait favorable à ce que la Commission poursuive l'examen de ces questions lors de ses futures sessions. Elle ne voit pas d'objection aux propositions de modification du Statut du Tribunal d'appel.

84. La délégation américaine prend note du surcroît de travail auquel doit faire face le Bureau de l'aide juridique au personnel, qui s'acquitte de cette mission essentielle consistant à représenter les fonctionnaires ; elle estime que la Cinquième Commission devrait examiner la recommandation appelant à régulariser le mécanisme de financement complémentaire volontaire dudit Bureau. Elle se félicite de la recommandation relative à un projet pilote qui permettrait aux non-fonctionnaires d'avoir accès au système informel de règlement des différends.

85. **M^{me} Fierro** (Mexique), soulignant que le respect des droits des travailleurs constitue une préoccupation

de longue date de son gouvernement, dit que l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies devrait être guidée par les principes de légalité, de régularité des procédures, d'indépendance, de transparence, de professionnalisme et de décentralisation. Il est important de déterminer et de prendre en compte les principales causes des conflits liés au travail au sein de l'Organisation, à savoir notamment les contradictions relevées dans ses politiques, ses mécanismes ou ses structures. De même, il faudrait examiner de près la culture et les politiques institutionnelles afin de s'assurer qu'elles soient conformes aux droits du travail du personnel.

86. Les non-fonctionnaires, qui représentent une proportion croissante des ressources humaines de l'Organisation, jouent un rôle précieux dans l'exécution du mandat que la communauté internationale a confié à l'ONU. Malheureusement, en dépit des efforts entrepris, de fortes disparités subsistent entre les fonctionnaires et les non-fonctionnaires en termes d'accès à la justice. Il conviendrait de procéder aux modifications nécessaires pour assurer l'accès effectif à la justice des consultants, contractants et autres catégories de personnel non fonctionnaire. La délégation mexicaine estime encourageante la première étape que constitue le projet pilote du Secrétaire général qui devrait permettre à ces personnes d'avoir accès à des services de règlement informel des différends et mettra tout en œuvre pour qu'il se concrétise à la faveur de la résolution relative à l'administration de la justice qui sera adoptée lors de la session en cours.

87. De nombreux fonctionnaires ne savent toujours pas de quels moyens ils disposent pour faire respecter leurs droits. Cette ignorance est encore plus marquée chez les non-fonctionnaires, qui le plus souvent se tournent vers les juridictions du pays dans lequel ils travaillent. Actuellement, les tribunaux mexicains sont saisis de 18 actions en justice relatives à des conflits liés au travail intentés contre divers organismes du système des Nations Unies. Toutes ces procédures ont été engagées par des non-fonctionnaires, qui se heurtent cependant à l'immunité de juridiction dont jouit l'Organisation au Mexique. La délégation mexicaine invite instamment l'ONU à redoubler d'efforts pour sensibiliser le personnel aux mécanismes internes mis à sa disposition pour le règlement des conflits du travail.

88. La délégation de l'intervenante prend note des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport (A/73/217 et A/73/217/Add.1), et salue la volonté du Bureau de l'Administration de la justice de répondre aux préoccupations des États Membres. Elle se félicite également des efforts déployés pour améliorer le système de justice interne, notamment par la voie de la médiation et d'autres mesures informelles susceptibles de promouvoir l'harmonie sur le lieu de

travail et de faciliter la détection et le règlement rapides des problèmes avant qu'ils ne dégénèrent en différends formels ou ne donnent lieu à des actions en justice devant les juridictions nationales. L'accès à la justice est l'un des droits les plus fondamentaux que l'Organisation promeut activement. Il est donc essentiel d'offrir accès à la justice à tous ceux qui, bien que n'étant pas considérés comme des membres du personnel de l'Organisation, n'en jouent pas moins un rôle central en apportant leur concours à la mise en œuvre de ses programmes.

La séance est levée à 12 h 50.